

Original : AY

Kopien : BRF JAC DD KJP SIN SI GRN DY KT ER LA PB
 SRU AJ MA SFR FN AX WOK CFR WI GWB GII RAE

Kopie nach kenntnisnahme vertraulich vernichten !

Washington 1.2.90 15.00 u r g e n t

0065 hhhh

confidentiel

rp 14 - bre/pc

copies: chef du departement
 chef du departement militaire u r g e n t
 dfae, division politique i
 dfae, division politique iii

copies envoyee par d/c - radio: ambassades de suisse bonn, paris,
 londres, rome, moscou, mission new york

une appreciation du president bush et de sa politique au
 debut de 1990.

jamais un president des etats-unis, un an apres son
 inauguration, n'a ete aussi populaire dans le pays que ne
 l'est le president bush. il projete l'image, non seulement
 d'un bon pere, mais aussi d'un bon grand-pere de famille,
 d'un homme pondere, equilibre, dont les origines, la
 carriere et la fortune en font un representant authentique
 de ce que l'on pourrait appeler l'aristocratie americaine.

depuis le president franklin d. roosvelt, jamais un homme de
 cette extraction sociale n'a ete president des etats-unis et
 dans ce pays profondement democratique et egalitaire,
 paradoxalement ces titres de noblesse forcent le respect,
 suscitent une certaine admiration et mettent entre
 gouvernant et gouvernes une certaine distance qui ne fait
 que donner plus de lustre a la fonction presidentielle.

le president bush, de surcroit, preside aux destinees d'un
 pays qui, certes, affronte de grands problemes -
 criminalite, drogue, environnement - mais qui beneficie
 aussi d'une prosperite economique evidente d'un bien-etre
 reel et surtout de la paix a l'exterieur. le deficit
 budgetaire est certes important, 60 milliards de dollars,
 mais il ne represente aujourd'hui qu'1 o/o du pnb contre 6 o/o
 il y a sept ans et beaucoup de pays europeens ont dans ce
 domaine un taux superieur a 1 o/o. il faut donc placer ce
 probleme dans sa juste perspective.

la première année de la présidence bush a coïncidé avec la fin de la guerre froide et l'admission par l'urss que le système communiste avait échoué dans ce qu'on a coutume d'appeler les anciens pays satellites. le président bush a hérité de ce dividende de paix sans avoir fait grand chose pour l'obtenir, mais il est bien décidé d'exploiter discrètement et électoralement cette ''victoire''. celle-ci, toutefois, pose aux états-unis des problèmes nouveaux qui sont ceux de la définition de leur rôle et de leur place dans l'europe nouvelle comme de leur rôle et de leur place dans les affaires du monde.

sur le second plan d'abord, le président bush souligne ce qui est l'évidence, à savoir que les usa sont une puissance mondiale et que leurs engagements comme leurs responsabilités ne sont pas limités à leur confrontation en europe, avec l'urss, d'où la nécessité de maintenir une force de frappe nucléaire crédible et une force d'intervention conventionnelle suffisante. sur ce plan, il faut mentionner que pour les états-unis, une intervention militaire ne peut-être exclue ni au moyen-orient, ni en asie, ni en amerique latine comme on l'a vu dans le récent cas du panama. cette affaire fut sur le plan international un désastre pour les états-unis dont les actions ont été condamnées aux nations unies comme à l'oas. les relations avec l'amerique latine sont au plus bas. le vice-président quayle n'a été reçu que dans deux pays d'amerique latine alors qu'il voulait en visiter dix. cette intervention

provoquera sans doute la victoire des sandinistes au nicaragua. la violation de l'ambassade du nicaragua au panama comme les tactiques d'harcèlement de la nonciature ont été reprouvées même par les alliés des états-unis et enfin le régime du président endera est loin d'être reconnu par la majorité des pays d'amerique latine. en revanche, l'affaire panaméenne a très bien passé sur le plan de l'opinion publique et a renforcé encore la popularité du président bush.

en europe et avec l'urss, la politique du president et du secretaire d'etat consiste a tout mettre en oeuvre pour ne pas rendre plus difficile la tache de gorbachev. on va meme au-dela en essayant de l'aider et c'est dans cette perspective qu'il faut voir les recentes propositions du president bush de reductions encore plus importantes des effectifs americains en europe centrale. il faut, pour les americains, faciliter au president gorbachev les passages difficiles qu'il devra affronter, a savoir celui inevitable de l'unification de l'Allemagne dont il ne reste qu'a negocier les etapes et les procedures et celui souhaitable d'une transformation de l'urss en un espece de commonwealth des nations. il est interessant, dans ce contexte, de noter que pour le president bush dans son message sur l'etat de l'union, la presence des troupes americaines en europe ne se justifie pas seulement par le danger sovietique mais aussi en vertu d'autres considerations qu'il n'a pas eumeres, mais qui paraissent de plus en plus etre les suivantes pour washington: les forces americaines dans le theatre europeen devraient pouvoir etre egalement engagees dans des actions au moyen-orient et devraient constituer egalement un facteur de stabilite et de garantie pour l'urss dans la perspective d'une unification allemande d'ou l'insistance egalement des americains de maintenir, contre l'evidence elle-meme, la fiction des deux alliances militaires en europe sachant bien que l'une d'entre-elle a pratiquement disparu mais qu'il ne faut pas le proclamer de peur d'affaiblir gorbachev.

dans la mesure meme, ou le danger sovietique disparaît, que l'homogeneite des alliances laisse a desirer, que le statut de berlin risque de se faner, il restera aux etats-unis la csce comme seul instrument institutionnel de leur presence permanente en europe.

on a toutefois a washington, a l'endroit de la csce, une espece de 'love-hate relationship'. les democrat es sont des partisans convaincus de la csce, les republicains beaucoup moins. l'administration apprecie la csce dans la mesure ou elle a aide les etats-unis dans leur politique des droits de l'homme, mais elle craint la csce comme elle craint toute institution, organisation ou conference que les etats-unis ne peuvent dominer, controler ou manipuler, d'ou les reticences de washington a l'endroit du sommet 1990.

e. brunner

ambasuisse